

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 27 MAI 1990

N° 190

PRIX: 4 FF



G A B O N

VIVE LA REVOLTE DES MASSES PAUVRES!

A BAS LA DICTATURE!

SOMMAIRE

AU

VERSO



SOMMAIRE

Pages 2, 3 et 4

- Editorial

Page 4

- Zaïre: Mobutu assassin!

Pages 5, 6, 7 et 8

- Côte d'Ivoire: quelles perspectives pour les soldats en lutte?

- Laurent Gbagbo offre ses services à la bourgeoisie.

Pages 9 et 10

- Mauritanie-Sénégal: oppression et expropriation des petits paysans et éleveurs de la vallée du Sénégal.

Pages 11 et 12

- Immigration: comédie autour d'une table ronde.

ABONNEMENT

France: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants.

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE

DUFFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

GABON : VIVE LA REVOLTE DES MASSES PAUVRES !

A BAS LA DICTATURE !

Le 22 mai dernier, des manifestations, des émeutes et des "pillages" qui ont commencé à Port Gentil, capitale économique du Gabon, se sont étendus rapidement à la capitale même, Libreville.

Tout a commencé avec l'assassinat d'un opposant gabonais par Bongo ou par un de ses sous-fifres. C'était un assassinat de trop. Cela a été -non pas la raison parce que la personnalité de cet opposant n'y était pour rien- mais l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

La situation était en effet une poudrière et elle pouvait à tout moment exploser à partir de n'importe quel prétexte. D'abord parce que le régime de Bongo est une dictature infâme. Ensuite, l'enrichissement scandaleux de quelques-uns, grâce au pétrole, au maganèse ou tout ce qui s'y greffe, est une provocation permanente pour la majorité pauvre de la population.

Bongo a tenté de désamorcer, il n'y a pas longtemps, cette situation explosive en parlant de démocratiser son régime. La ficelle était trop grosse. La dictature en elle-même, l'oppression, auraient justifié cent fois qu'une, que les émeutes éclatent, et que la population dans la rue exige le départ de Bongo.

Mais la dictature de Bongo n'était pas suspendue dans le vide. Derrière Bongo, il y en a d'autres que cette dictature protège ou qui servent cette dictature. Oh, pas l'ethnie batéké dont Bongo était issu et dont une certaine presse nous rebât les oreilles. Bongo savait se servir de l'ethnisme, certes, l'attise par là-même, comme tous les dictateurs d'Afrique.

Mais son ethnie réelle, celle à laquelle le lient toutes ses solidarités, ce n'est pas les Batékés, c'est l'ethnie du fric, c'est le monde de tous ces bourgeois, de tous ces profiteurs, Blancs comme Noirs, qui s'enrichissent du pillage des richesses naturelles du Gabon, et plus encore, de l'exploitation de ses travailleurs.

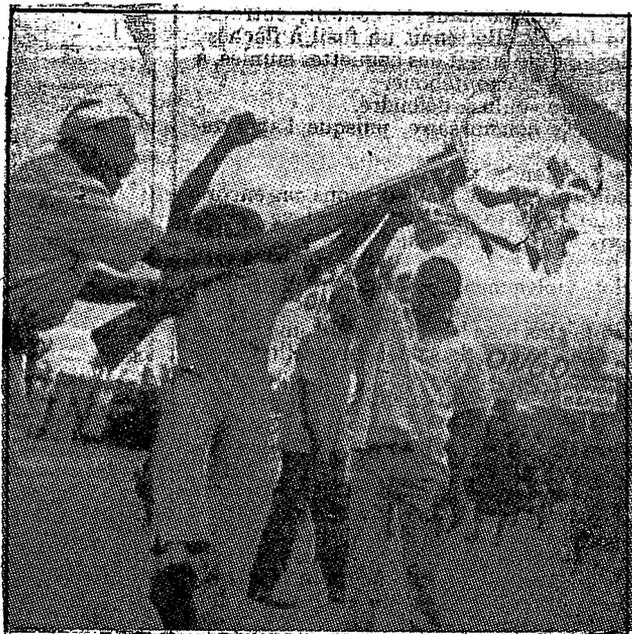
Depuis des décennies, le Gabon a été présenté comme un des rares pays d'Afrique qui s'en est sorti économiquement, un pays modèle en somme. Mais avec l'effondrement du cours du pétrole, les classes dirigeantes imposent aux populations de faire des sacrifices, de se serrer toujours davantage la ceinture.

Cependant, même quand le pétrole rapportait de

... / ...

l'argent, ce n'est pas tout le monde qui en profitait. Oui il rapportait gros à des compagnies pétrolières comme Elf et Shell. Oui il rapportait aussi à une petite bourgeoisie locale. Mais pour la majorité des populations, rien. Celles-ci étaient des laissés-pour-compte.

Oui, il y a un aspect social dans ces manifestations. La population révoltée s'est attaquée aux symboles du pouvoir, à la résidence de Bongo. Mais une fraction de celle-ci s'en est pris, aussi, aux magasins. La presse a parlé des bandes d'adolescents, venues des quartiers pauvres, qui se servaient dans les magasins et dans certaines villas. Et de s'étrangler d'indignation devant ce que les journaux appellent des "scènes de pillage". Mais pourquoi donc, dans ce pays où une minorité a pu accumuler de quoi être "pillé", il y avait tant de jeunes, réduits à piller?



Les expropriateurs (non seulement les bourgeois locaux mais surtout des grands trusts français et autres) ont volé les richesses depuis des années et en ont mis une grande partie à l'abri, en Occident. Les prétendus pilliers n'ont fait que récupérer une toute petite partie des richesses laissées là-bas. Ces adolescents s'en sont pris à la richesse visible, celle

qui s'étale dans les magasins, celle qui fait partie de leur univers quotidien.

Les véritables richesses, résultant du pillage du Gabon par la grand capital, sont ailleurs, et les jeunes des bas quartiers n'ont jamais l'occasion de côtoyer ceux qui les détiennent. Les victimes des émeutes ne sont que des petits profiteurs du système bourgeois. C'est pourquoi, se servir ne suffit pas. C'est l'ensemble de la bourgeoisie qu'il faudrait exproprier, non pas de façon momentanée, mais de manière organisée et définitive.

Les récentes manifestations et émeutes ont ébranlé le régime du dictateur Bongo. Elles ne sont peut-être pas encore suffisamment fortes pour le faire tomber. D'autant que, derrière l'armée gabonaise, il y a l'armée de l'impérialisme français. Elle prétend, comme toujours, intervenir pour des "raisons humanitaires". On fait le coup aux peuples d'Afrique depuis longtemps.

En protégeant Bongo, l'armée française ne protège pas seulement un fidèle serviteur des intérêts du capitalisme français au Gabon. Elle protège directement ses intérêts, ses installations pétrolières, ses pipelines. Si les manifestations s'amplifient et prennent une tournure dangereuse pour les intérêts impérialistes, il n'est néanmoins pas dit que Bongo continuera à bénéficier du parapluie français. Ses protecteurs impérialistes, pour tenter d'apaiser le mécontentement populaire peuvent le laisser tomber.

"Vingt-cinq ans, ça suffit" - criaient, paraît-il, les manifestants de Port Gentil. Alors, oui, il faut que Bongo tombe. Mais ce que l'on peut souhaiter, c'est que les masses en révolte, si elles ont la force de chasser le dictateur, aient aussi la conscience de rester mobilisées. Parce que, même Bongo parti, restent tous ceux qui ont servi sa dictature, toute cette armée gabonaise, cette police gabonaise, leurs commandements, leurs officiers. Même Bongo parti, restent ceux qui tirent les ficelles, qui empo-

chent l'argent, en laissant croupir la majorité de la population gabonaise dans la misère.

Pour ceux-là, Bongo n'était qu'un laquais, hautement placé et chèrement payé, mais laquais quand même. Il ne faut pas que, même dans sa chute, Bongo puisse leur rendre un dernier service, en devenant bien malgré lui, le bouc émissaire destiné à faire oublier aux classes pauvres que pour se libérer, il leur restera bien d'autres combats à mener que se débarrasser d'un dictateur.

Z A I R E

MOBUTU ASSASSIN !

Dans la nuit du 11 au 12 mai, l'armée du dictateur Mobutu a assassiné plusieurs dizaines d'étudiants de l'université de Lumumbashi.



Ce massacre à l'arme blanche où, selon des témoins, des étudiants ont été littéralement égorgés dans leurs chambres du campus, survient quelques jours à peine après l'annonce de "libéralisation" du régime et l'ins-

tauration pour bientôt du multipartisme limité à trois partis.

Les étudiants ont pris ce dictateur féroce au mot. Ils réclamaient l'amélioration de leurs conditions de vie et les libertés démocratiques. Une bagarre a opposé des pro-gouvernementaux aux opposants. Mobutu s'en est servi comme prétexte pour envoyer la "garde présidentielle" assassiner des étudiants qui contestent sa politique criminelle.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que Mobutu assassine. Sa carrière de président de la République est jonchée des cadavres de ceux qui ont contesté sa politique. Sans parler de ceux, bien plus nombreux encore, qui n'ont pas été assassinés directement par les sbires de Mobutu, mais qui sont morts, victimes de la pauvreté, victimes de ces inégalités entre une petite caste de riches et une masse de pauvres, inégalités que la dictature de Mobutu protège.

Mais qui sème le vent, récolte la tempête! Il n'est pas dit, dans le contexte actuel où tant de dictatures sont ébranlées en Afrique, que les assassins de Mobutu n'aient pas fait l'assassinat de trop qui fera lever la tempête de colère !

COTE D'IVOIRE

QUELLE PERSPECTIVE POUR LES SOLDATS EN LUTTE ?

En Côte d'Ivoire, le mécontentement s'étend jusqu'au sein même de l'appareil d'Etat: l'armée et la police. Le 16 mai, des soldats du rang, des "Appelés" comme on dit, mécontents de leurs conditions de vie, ont occupé l'aéroport et la Télévision. Ils réclamaient une hausse de leur pécule (3.000 FCFA environ par mois) et leur intégration dans l'armée. Ils refusent d'être jetés à la rue après deux ans passés sous le drapeau. Des manifestations de soldats ont également eu lieu dans d'autres villes comme Yamoussoukro, Daloa et Bouaké pour les mêmes revendications.

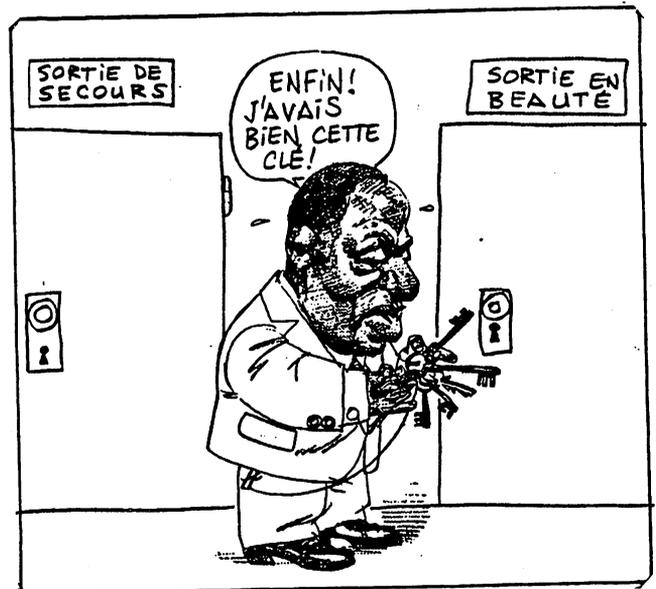
Des policiers du rang, à la suite des soldats, se sont mis eux aussi en grève. Ils ont occupé le Commissariat Central pour revendiquer une augmentation de leur salaire et l'amélioration des conditions de travail. En manifestant, les "Appelés" comme les policiers ont tiré des coups de feu en l'air; ils ont arrêté des voitures, surtout des taxis à bord desquels ils sillonnaient la ville; ils ont renversé sur leur passage des étals aux marchés populaires comme à Treichville et à Adjamé.

Le vieux dictateur s'est empressé de recevoir les délégations des soldats, des policiers et a promis de satisfaire leurs revendications. Il a réussi, pour le moment, à récupérer ces mécontents. Si Houphouët a facilement cédé aux revendications des "3.000-3.000" (soldats) et des policiers, c'est pour les isoler des fonctionnaires des secteurs publics et privés, des étudiants qui avaient commencé avant eux à manifester. C'est par peur de la pression de la rue.

Cette agitation sociale parmi les soldats n'est pas tombée du ciel; elle fait suite à l'effervescence qui s'est emparée du pays depuis plusieurs semaines. D'abord chez les étudiants, puis chez les fonctionnaires, les pompiers, les chauffeurs de bus de la Sotra et les gardiens de prison.

Evidemment pour Houphouët Boigny,

l'agitation des 3.000-3.000 représente un tout autre danger, car il s'agit justement de son appareil répressif, celui-là même sur lequel il s'appuie pour réprimer les populations mécontentes. Et c'est bien pourquoi du point de vue des travailleurs, cette agitation de ces militaires est un fait politique majeur. Encore faut-il en comprendre le sens, réfléchir sur les possibilités qu'elle ouvre. En revendiquant une hausse de leur pécule et la sécurité de l'emploi, les soldats revendiquent pour leur compte ce que revendiquent pour elles-mêmes d'autres catégories sociales. Et pour les mêmes raisons la situation sociale des soldats du rang est semblable en beaucoup de points à celle des autres catégories sociales.



Mais en même temps, on a constaté que les soldats et les policiers, même en rébellion contre le pouvoir, ne tenaient pas à témoigner une sympathie particulière avec les fonctionnaires, les travailleurs qui revendiquaient. Au contraire, pourrait-on dire, en sillonnant la ville, en tirant en l'air, en renversant les étals dans les marchés populaires comme à Treichville ou à Adjamé, en jetant dehors les occupants des taxis qu'ils réquisitionnaient, ils

semblaient vouloir montrer à la population qu'ils constituaient une catégorie à part.

Et c'est vrai que les soldats, même petits, sont dressés pour être les ennemis des populations pauvres. Ce sont eux que les généraux envoient pour briser les grèves, évacuer des usines les travailleurs, casser les manifestations de rue. Ce sont eux qui, comme les policiers, rançonnent les gens pour arrondir leur fin de mois. Ce sont eux de façon générale, qui font les sales boulots. Et c'est tout naturellement qu'ils sont enclins, quand ils revendiquent, à considérer avec mépris les autres catégories sociales. Ils font bande à part, comme si leurs revendications étaient plus importantes et donc au-dessus de celles des travailleurs. De par leur fonction spéciale, ils tiennent les armes. Et socialement, ils se croient plus utiles parce qu'ils répriment.

Les travailleurs n'ont pas à les applaudir parce que Houphouët a promis de revoir leur situation. S'il tenait sa promesse, cela reviendrait à dire que les soldats seront un peu mieux payés, vivront un peu mieux et auront un peu plus de force dans les muscles pour taper dessus; cela reviendrait à dire que les soldats auront plus de moyens pour améliorer leur travail. Ce qui ne va pas dans l'intérêt des travailleurs. Ce n'est pas ça que veulent les travailleurs et les pauvres.

Néanmoins, la révolte des soldats montre que l'armée n'est pas un tout soudé contre laquelle les travailleurs seraient impuissants. Car dans l'armée aussi, il y a des riches et des pauvres; il y a ceux qui gagnent beaucoup d'argent, qui vivent bien, qui possèdent des villas, de belles voitures et habitent les beaux quartiers comme Cocody. Et il y en a d'autres qui ne touchent presque rien, qui ne possèdent rien et qui vivent aussi misérablement que la plupart des habitants des quartiers populaires comme Abobo, Yopougon ou Adjamé.

Les travailleurs en lutte pourraient faire basculer des soldats du rang de leur côté. Et s'il y avait une organisation représentant les intérêts des travailleurs, elle proposerait à ces derniers une politique systématique en direction des soldats du rang, visant à convaincre ceux-ci que leur intérêt se trouve du côté des classes pauvres, et que leurs fusils devraient servir contre leurs propres généraux et contre les riches.

Parmi les soldats en rébellion qui ont occupé pendant quelques heures l'aéroport d'Abidjan, il y en avait qui affirmaient qu'ils voulaient "empêcher la fuite des ministres corrompus". Les travailleurs devraient encourager ce type de réaction. Mais pour que les travailleurs puissent entraîner derrière eux les soldats du rang, il est nécessaire qu'ils soient eux-mêmes mobilisés et qu'ils représentent une force. Il faut qu'ils se fassent respecter par les soldats du rang.

A défaut de cela, les soldats, même en rébellion, finiront tôt ou tard par se faire manoeuvrer. Par Houphouët Boigny lui-même s'il a les moyens et la volonté de lâcher aux soldats ce qu'ils demandent. Par un quelconque général qui se posera en défenseur des soldats pour profiter de leur rébellion et prendre la place de Houphouët tout en rétablissant la discipline.

Dans le meilleur des cas, ils peuvent même se faire manoeuvrer par des hommes issus de leur rang qui rétabliront la discipline à leur profit, mais toujours contre les classes exploitées. Le Libéria voisin a fait la triste expérience d'une rébellion commandée par un sergent, Samuel Doe, qui a instauré une des dictatures les plus infâmes de la région. On ne peut d'ailleurs pas écarter l'hypothèse que la rébellion de la semaine dernière ait bénéficié des appuis d'une partie de la hiérarchie militaire dans le cadre d'une manoeuvre politique pour écarter Houphouët.

Alors si la rébellion des soldats du rang montre la fragilité de la position de Houphouët, si elle montre dans une certaine mesure la fragilité de l'appareil d'Etat lui-même, les classes exploitées ne peuvent pas s'attendre à ce que les choses se fassent d'elles-mêmes. Et ce serait certainement une illusion de leur part que d'attendre leur salut de la rébellion des soldats, même si cette rébellion devait durer. En elle-même, elle ne pourrait devenir un facteur positif que si la classe ouvrière se mobilise et si elle cherche à attirer les soldats derrière elle, et pas l'inverse.

Néanmoins, l'agitation parmi les soldats du rang comme d'ailleurs dans d'autres corps de l'appareil d'Etat (policiers, douaniers, etc.) contribuent à maintenir le climat d'agitation sociale qui permettra au grand nombre des ouvriers d'usines, aux dockers, aux travailleurs des chemins de fer, aux couches les plus pauvres et les plus exploitées à entrer en lutte. Ce n'est pour l'instant qu'une possibilité. Mais si cette possibilité se réalisait, la situation politique serait vraiment radicalement changée en Côte d'Ivoire.

LAURENT GBAGBO OFFRE SES SERVICES A LA BOURGEOISIE

Houphouët Boigny attend que l'occasion se présente pour "partir la tête haute" mais à son chevet de mort, nombreux sont ceux qui doivent se dire que c'est le moment ou jamais de pousser un peu plus son pion afin d'être le mieux placé pour la relève.

Dans l'opposition, le candidat le plus en vue jusqu'à ce jour est Laurent Gbagbo, le Chef du FPI (Front Populaire Ivoirien). Depuis le début des événements, il s'évertue à montrer ses "qualités" d'homme d'Etat responsable et surtout respectueux de l'ordre bourgeois tout en se montrant comme l'homme de la légitimité populaire.

Dès que les grèves et les manifestations ont éclaté à Abidjan, il a déclaré que "pour éviter le chaos" il était prêt à gouverner, y compris à constituer un "gouvernement de transition" avec Houphouët Boigny lui-même en attendant les élections.

Comment obtenir l'aval de l'impérialisme français et l'approbation de la bourgeoisie locale ivoirienne qui doit beaucoup sa prospérité à Houphouët Boigny? Tel est le souci majeur de Laurent Gbagbo dans la période actuelle de crise et de fin de règne en Côte d'Ivoire. Il ne cache pas sa sympathie mitterrannique. Le journal du MIDD (Mouvement Ivoirien pour les Droits Démocratiques), la branche principale du FPI, déclarait que le peuple ivoirien ne devait pas craindre la présence de l'armée française en Côte d'Ivoire, car selon ce journal, Mitterrand "n'oserait" pas l'utiliser contre la population ivoirienne.

Dans une interview donnée récemment à l'hebdomadaire "Jeune Afrique", Laurent Gbagbo insiste sur le fait que son parti n'est pas pour des mesures radicales: "Nous sommes des gens responsables. . . Le FPI n'est pas un parti d'agitateurs mais une formation prête à gouverner. . ." Discuter tranquillement avec Houphouët Boigny ne le gêne pas du tout, bien au contraire. Il affirme l'avoir rencontré trois fois "parce que, dit-il, j'étais désireux d'évoquer la démocratie avec lui et de savoir comment, ensemble, on allait organiser la transition vers le pluralisme".

Il jette même des fleurs à Houphouët Boigny: "il y a quarante ans, dit-il, moi aussi j'aurais choisi Houphouët parce que de tous les programmes, le sien était le plus cohérent et le plus pointu." Toutes ses fleurs n'ont apparemment pas convaincu Houphouët. Mais Laurent Gbagbo persiste pour démontrer que son parti est encore plus modéré que ne l'était le RDA d'Houphouët Boigny durant l'époque coloniale.

L'appareil d'Etat, il ne veut pas du tout y toucher. Il le gardera tel qu'il est en écartant tout juste ceux qui, parmi les dirigeants, auront été reconnus comme fraudeurs par les tribunaux. Même les CRS ont droit aux hommages respectueux du FPI. Dans le journal, "L'Alternative" (l'organe du FPI) de février-mars derniers, un article portant le titre: "Les chômeurs protestent, les CRS comprennent", le rédacteur explique que "grâce aux CRS", une protestation de chômeurs à Abidjan n'a pas été réprimée! Il conclut: "Nos braves CRS ont compris les manifestants. Voilà une attitude responsable! Bravo les CRS!"

Aux capitalistes, Laurent Gbagbo explique qu'avec lui au pouvoir, "la confiance" reviendra au pays et qu'ils pourront faire des affaires sous la protection bienveillante de son gouvernement. Il se dit prêt à accorder un abattement de 30% aux "87.000 personnes morales ou physiques" recensées par le Trésor public et qui doivent à l'Etat des arriérés d'impôts représentant une somme de 60 à 80 millions de francs CFA. Quant aux capitaux qui par dizaines ou par centaines de milliards ont fui à l'étranger, le FPI déclare: "Nous sommes prêts à prendre des mesures d'ordre juridique pour garantir la sécurité des capitaux qui seraient rapatriés dans le cadre de notre plan de redressement économique". En voilà des cadeaux offerts à l'avance aux "grotos"! Pour la population laborieuse, il propose une "légère mesure d'austérité", ainsi que des promesses vagues comme la lutte contre la corruption, ou la "bonne gestion des affaires du pays".

C'est une véritable profession de foi que fait Laurent Gbagbo à la bourgeoisie et à l'impérialisme français. Il veut que les riches locaux comme les dirigeants de ce monde lui fassent confiance. Il leur dit qu'il sera même plus efficace que le gouvernement actuel pour faire supporter des sacrifices à la population laborieuse et qu'en plus il apportera "la paix et la sécurité" en Côte d'Ivoire. Bien entendu, ce sera la paix et la sécurité pour les riches, mais toujours la misère et l'oppression pour les pauvres.

Dans la période d'effervescence actuelle, Laurent Gbagbo a peut-être une chance d'être utilisé comme une roue de secours à la bourgeoisie pour tenter de ramener le calme en Côte d'Ivoire. Mais la victoire de Laurent Gbagbo ne sera nullement la victoire des masses pauvres. Car celui-ci, si "démocrate" qu'il s'affirme, n'hésitera pas à instaurer la dictature, avec le même appareil de répression, sur les masses exploitées si jamais elles remettaient en cause l'ordre bourgeois.



MAURITANIE-SENEGAL

OPPRESSION ET EXPROPRIATION DES PETITS PAYSANS ET ELEVEURS

DE LA VALLEE DU SENEGAL

Il y a un an, un vent de folie s'est emparé du dictateur Ould Taya et son compère Abdou Diouf.

En effet, c'est au mois d'avril 1989 que les malheureux événements de Diawara se sont déclenchés, c'est-à-dire la bagarre entre des éleveurs mauritaniens et des paysans sénégalais. Très vite le petit événement devient un grand événement.

A Dakar, les petits boutiquiers maures sont passés à tabac; leurs biens confisqués par les autorités sénégalaises. Ils étaient parqués par milliers comme des animaux sauvages dans des mosquées avant d'être renvoyés en Mauritanie par les transalls de l'impérialisme français. C'est presque simultanément que le gouvernement d'Ould Taya organisa le massacre des ressortissants sénégalais et même des Mauritaniens négro-africains.

Le régime réactionnaire de Nouakchott tentera avec succès de diviser les populations négro-africaines et les Haratines. Il distribua des armes avec des primes aux Haratines pour qu'ils participent aux massacres des Sénégalais en accusant ces derniers d'être les responsables du malheur qui est arrivé aux ressortissants mauritaniens tués ou expulsés de Dakar.

Voilà comment les innocents pauvres et moins pauvres ont été massacrés souvent sous les ordres des deux dictateurs sous prétexte que les uns sont de nationalité sénégalaise et les autres mauritanienne, cette politique criminelle nationaliste a eu comme conséquence ce que nous connaissons tous, à savoir des massacres, des expropriations, des expulsions par centaines de milliers de familles. La majorité de ces centaines de milliers sont aujourd'hui parqués dans des camps de réfugiés.

Aujourd'hui, un an après les événements d'avril-mai 1989, les conséquences sont graves pour les populations pauvres des deux pays. Car ces populations font souvent partie des mêmes familles, surtout celles qui habitent sur les deux côtés des rives du fleuve Sénégal.

Depuis ces événements, les dictateurs du Sénégal et de la Mauritanie ont décidé de fermer la frontière existant entre les deux pays. Cette fermeture pose des problèmes à la population car la frontière totalement artificielle et représentée par le fleuve Sénégal, coupe en deux une même population. Aujourd'hui même, les visites de part et d'autre de la frontière sont interdites. De ce fait, il y a d'un côté le père et de l'autre des fils et des filles et leurs villages sont face à face. Toutes les rencontres sont interdites.

Tous ceux qui s'approchent de l'autre rive, surtout côté mauritanien, peuvent essayer des tirs de l'armée d'Ould Taya. Maintenant cette situation est devenue vraiment catastrophique pour la population pauvre, plus particulièrement les Négro-africains. Car ils ne peuvent ni aller au Sénégal, ni au Mali. En plus, toute personne qui s'aventure sans papier sur elle est susceptible d'être fusillée sous prétexte d'être un espion sénégalais.

Récemment, l'armée d'Ould Taya est intervenue dans plusieurs villages

... / ...

négro- africains dans la région de Sélibaby notamment à Moudj et à Korcor. Elle a pris dans le village de Moudj sept personnes en ôtage après avoir perquisitionné toutes les maisons. Elle a emmené les sept jeunes en dehors du village pour les fusiller sous prétexte qu'ils avaient des liens familiaux avec des bandes de jeunes armés, basés au Sénégal et qui commettraient des actions armées en Mauritanie.

Telle est la situation qui prévaut aujourd'hui en Mauritanie. Le gouvernement de Nouakchott a pour le moment réussi sa politique de division entre Beidanes et non Beidanes d'une part, et entre Haratines et Négro-africains d'autre part.

Cette division va même au-delà des frontières mauritano-sénégalaises car il y a plusieurs villages de Haratines au Mali. Ceux-ci ont déménagé pour aller s'installer en Mauritanie. Bien qu'ils aient la même couleur de peau que la population malienne, ils se sentent plus en sécurité avec leurs anciens maîtres, les Beidanes, qu'avec la population négro-africaine du Mali.

C'est le cas des Haratines des villages de Hel Faloul, Tali Bel Hassan et Hel Malloum ainsi qu'une dizaine d'autres villages. Ces villageois haratines, dès leur arrivée en Mauritanie étaient accueillis par le commandant Ould Yenje. Quelques jours plus tard, les autorités les ont poussés contre les populations négro-africaines de cette ville en leur donnant des armes. Il y a eu une bagarre qui a fait plusieurs victimes de part et d'autre.

Comment ces anciens esclaves méprisés et humiliés par leurs anciens maîtres choisissent ceux-ci aujourd'hui comme alliés contre les Négro-africains! Malheureusement, cela n'est pas vraiment étonnant.

Les Haratines, opprimés par des maîtres maures, que certains d'entre eux avaient haïs en se réfugiant au Mali- pauvres parmi les pauvres, auraient dû trouver la solidarité auprès des travailleurs, des petits paysans, des pauvres négro-africains. Malheureusement, cette solidarité ils ne l'ont pas trouvée. Au Sénégal comme au Mali, ils ont retrouvé le mépris en tant que pauvres, même du côté de ceux qui auraient dû se comporter comme leurs frères.

Si les maîtres maures peuvent aujourd'hui les utiliser comme instrument pour voler aux petits paysans, aux petits éleveurs négro-africains le peu qu'ils ont au profit des Maures riches, c'est parce qu'il ne s'est trouvé parmi les classes pauvres négro-africaines, aucune organisation pour prôner, au contraire, l'unité des pauvres, Haratines comme Négro-africains, contre les riches et les oppresseurs, quelle que soit leur ethnie ou leur nationalité.

Les organisations nationalistes négro-africaines n'ont jamais eu une politique juste vis-à-vis des Haratines. On les voyait à Dakar, à Nouakchott, à Bamako, même à Abidjan, vendre de l'eau, des viandes, des fagots. On les considère comme des gens à part, et inférieurs aux autres, à tel point que cela explique la cassure qu'il y a entre eux et les autres.

Pourtant si on veut vraiment changer les choses en Mauritanie comme au Mali et au Sénégal, pour ne citer que ces trois pays où les problèmes se posent aujourd'hui, c'est en s'unissant tous ensemble quelles que soient leur ethnie, leur langue et la couleur de leur peau que les pauvres pourront en finir avec la misère dans laquelle ils se trouvent.

Car les Diouf, les Taya, les Traoré sont tous des ennemis des pauvres. Ils mènent une politique de division entre les pauvres pour mieux régner dans leurs palais présidentiels en vivant grâce au sang et à la sueur des peuples.

IMMIGRATION

COMEDIE AUTOUR D'UNE TABLE RONDE

Voilà donc la question de l'immigration au centre de la vie politique en France. Le petit jeu politique auquel se livre le gouvernement et les partis d'opposition à ce sujet, pourrait nous laisser froid tellement ces histoires de table ronde sont dérisoires.

Bien malin celui qui fait la différence entre les lois Pasqua et les mesures que propose le gouvernement Rocard. Mais justement, de mesure en mesure, de loi en loi, qu'elle vienne de la droite ou de la gauche, les conditions de séjour des travailleurs immigrés deviennent plus précaires.

Le gouvernement Rocard veut un contrôle plus accru aux frontières pour l'entrée des étrangers. Une politique d'expulsion rapide des clandestins. Et à propos du statut des demandeurs de droit d'asile, il suggère qu'on accélère l'examen de leurs dossiers, autant comprendre qu'il veut restreindre l'obtention du statut de réfugiés. Et ce que Rocard appelle "contrat d'intégration" autant ne pas le prendre pour argent comptant.

Aucun travailleur immigré ne peut le prendre au sérieux quand on sait le mal qu'on a à faire venir des membres de la famille, trouver un logement correct ou améliorer les conditions de vie dans les foyers.

Et puis, il y a le recul du gouvernement socialiste sur le droit de vote des immigrés. Le parti socialiste l'avait promis. Mais une fois au gouvernement, il cède à la pression de la droite et prétend qu'une réforme en la matière n'est pas opportune.

Ne pas donner le droit de vote à des femmes, des hommes dont certains vivent ici depuis très longtemps, qui travaillent, produisent, payent leurs impôts, est évidemment quelque chose d'indigne. Ce qui est plus lamentable encore, c'est la façon dont les dirigeants dits "socialistes" cèdent devant la droite dite libérale, qui elle-même cède devant les lepenistes. Ceux parmi les travailleurs immigrés qui -tout en n'ayant pas le droit de vote- souhaiteraient la victoire électorale de la gauche ont aujourd'hui la preuve qu'ils ne peuvent pas compter, pour être défendus, sur cette gauche, aussi lâche devant la droite quant aux droits des travailleurs immigrés qu'elle est lâche dans bien d'autres domaines.

Les mesures contre les immigrés, comme la reculade socialiste devant le droit de vote, sont en réalité des mesures de classe. Il ne faut pas se laisser abuser par le langage utilisé par ces politiciens qui mettent en balance français et immigrés, "nationaux" et étrangers. Parmi les "étrangers", il y en a qui sont plus "étrangers" que d'autres.

Qui peut croire que les contrôles et les contraintes supplémentaires envisagés par Rocard concernent les Senghor, les Houphouët Boigny, ou même ces innombrables profiteurs africains qui se sont enrichis en volant leurs peuples? Chacun sait qu'argent vaut carte de séjour. On contrôle plus rarement les propriétaires de Mercedes, même de couleur, que ceux qui sortent du métro Porte de Montreuil. Et même une crapule comme Bokassa a coulé pendant plusieurs années des jours paisibles en France alors qu'on y expulsait chaque semaine des travailleurs "clandestins".

Il ne faut pas s'étonner de tout cela. Le monde du fric a ses solidarités. Et les plus riches n'ont même pas besoin de solidarité...ils achè-

tent. L'influence comme les droits. Et pourquoi donc les bourgeois d'ici ou leurs politiciens respecteraient les travailleurs immigrés alors que, nous le savons bien, nos propres bourgeois -si on peut s'exprimer ainsi- respectent encore moins les travailleurs de leur propre nationalité.

Ils peuvent nous priver du droit de vote et rendre nos conditions juridiques précaires. Mais tant que nous sommes des travailleurs, ils ne peuvent pas nous priver de la possibilité que nous avons en tant que travailleurs d'arrêter leurs usines, leur chaîne de production, que nous faisons marcher d'ordinaire.

Le véritable problème pour les travailleurs immigrés n'est pas ce qui se discute ou se décide entre ministres ou députés, de gauche ou de droite. Le véritable problème, c'est ce qui se passe parmi les travailleurs, au sein de la classe ouvrière. Si nous sommes unis, par delà les races et les origines face aux bourgeois, aux riches, leur gouvernement, leurs politiciens, nous serons forts.

Voilà pourquoi il ne faut pas que la classe ouvrière se divise en fonction des origines, ou de la couleur de la peau, qu'elle se disloque, que ses différentes composantes s'opposent les unes aux autres. Voilà pourquoi l'influence de tous les courants qui cherchent à isoler, à opposer une fraction de la classe ouvrière par rapport à une autre, qu'il s'agisse de lepenisme, de l'intégrisme, constitue un poison mortel pour les travailleurs.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.